Le Soir
PANORAMA

CHRONIQUE D'UN ÉTÉ MÉDITERRANÉEN

V. L'agriculture après Boumediene

Par Maâmar FARAH
farahmaamar@yahoo.fr

Il est commun d'entendre dire que l'Algérie, en optant pour un système non libéral, avait raté le coche en 1962. Pour l'Algérie nouvelle qui se construisait dans la douleur et l'espoir, il ne pouvait y avoir d'autre chemin que celui de la justice sociale, c'est-à-dire la voie de l'égalité et de la dignité pour les millions de citoyens qui n'avaient jamais imaginé que la libération serait une simple modification de leur statut administratif ou le changement d'un drapeau sur les frontons des mairies. Un bout d'étoffe vert et blanc à la place d'un autre bleu et blanc : ce n'était pas l'indépendance nationale ; ce n'était pas l'aboutissement d'une Révolution authentique qui avait placé l'homme au centre de ses préoccupations ! Si changer le colon Joseph par un autre du nom de Omar ou Ali était l'objectif de cette Révolution, nul doute qu'elle n'aurait pas drainé autant de jeunes paysans assoiffés de liberté et de justice sociale.

J'entends les conseillers à rebours nous reprocher d'avoir nationalisé les terres pour en faire de grandes fermes d'Etat qui, tout au long des années 1960 et 1970, avaient inondé - par bateaux entiers de l'OFLA — l'Europe d'agrumes et de dattes algériennes ; je les entends mettre sur le dos de ces politiques agricoles hardies les échecs actuels du secteur (calmez-vous ! Boumediene est mort il y a 30 années !), je les entends regretter que nous n'ayons pas transformé notre pays en dictature bourgeoise et réactionnaire dès 1962 ! Evidemment, leurs arguments partent des faiblesses actuelles, de toutes les dérives et trahisons enregistrées depuis les années de la restauration (décennie 80), comme si ce socialisme renié, abandonné, trahi, pouvait être tenu pour responsable d'une catastrophe provoquée par le libéralisme sauvage !

Dieu merci, les Algériens peuvent enfin mesurer les méfaits de cette politique que «nous aurions dû» appliquer en 1962 ! Ils en subissent aujourd'hui de plein fouet les retombées néfastes sur leur qualité de vie, leur santé, leur travail et leurs perspectives d'avenir. Le libéralisme n'était pas et ne sera jamais une bonne voie pour l'Algérie. Rejeté par la Révolution, il a été combattu par les élites de l'indépendance et toute une génération forgée dans l'esprit du sacrifice et du patriotisme. Pour beaucoup de jeunes de l'époque, participer à la bataille de l'édification nationale, travailler pour le bonheur des autres, agir dans l'intérêt de la collectivité et taire ses ambitions personnelles, n'était pas de l'héroïsme. Les héros nous avaient précédés. C'était juste une manière de leur rendre hommage et de payer notre dette vis-à-vis d'eux. Que pouvait représenter un mois de vacances consacré au volontariat ou quelques hectares de bonne terre offerts aux paysans pauvres par rapport au sacrifice suprême des martyrs et au dévouement des moudjahidine ?

Cette société solidaire ne pouvait accepter un autre système, en tout cas pas celui qui était en vigueur durant la période coloniale. La lutte pour l'indépendance était une lutte pour la terre. Elle était un combat pour que les richesses naturelles cessent de profiter à une minorité d'étrangers afin de devenir le bien de toute la Nation et la source d'une promotion généralisée de l'homme. Le combattant algérien est monté au maquis pour que son enfant ait enfin le droit d'aller à l'école partout, pour que sa famille puisse bénéficier de soins gratuits, pour qu'elle puisse changer de cadre de vie et sortir du gourbi pour aller vivre dans les mêmes conditions que ce colon privilégié !

La politique de Boumediene, en rompant avec le romantisme révolutionnaire et la confusion idéologique, a permis aux paysans pauvres et sans terre de réaliser leurs rêves ! L'école, le dispensaire, la maison moderne, le cinéma, la bibliothèque, le terrain de football se généralisaient dans nos campagnes où les gourbis de l'ère coloniale étaient symboliquement incendiés dans un geste ô combien significatif. C'était l'époque des villages agricoles socialistes dont le nombre — 1000 — était une référence aux 1000 cités de misère (celles appelées SAS et dont les funestes vestiges subsistent à nos jours) que devait réaliser le plan de Constantine du général de Gaulle.

Ce projet colossal fut abandonné à la mort du président Boumediene et, petit à petit, les villages se transformèrent en cités ternes et sans attrait dont les maisons se vendaient aux plus offrants. Les infrastructures collectives furent privatisées et cessèrent de jouer le rôle qui leur était dévolu dans la régulation du marché et la baisse des prix des produits de première nécessité. Durant près de trois longues décennies, l'Algérie se distinguait par l'absence de toute politique sérieuse d'habitat rural. Puis, comme par miracle, en 2008, nos campagnes s'animèrent et se peuplèrent d'une multitude de cubes multicolores aux formes variant d'une wilaya à l'autre. C'est le projet cher à M. Rachid Benaïssa, — dont nous saluons la nomination au poste de ministre de l'Agriculture —, celui d'un plan sans précédent visant à offrir à chaque famille d'agriculteur un logis décent. Certes, on est loin des belles villas de nos villages socialistes, mais l'Etat met beaucoup d'argent pour loger toutes les familles rurales, et ce n'est pas rien en ces temps de disette sociale !

S'il est certain que la Révolution agraire n'a pas donné les résultats escomptés sur le plan économique, du fait d'une collectivisation surréaliste et d'une gestion bureaucratique, il serait faux de dresser le même bilan pour le secteur étatique. Ce dernier avait hérité des meilleures terres du pays, situées dans les plaines les plus fertiles. En outre, il bénéficiait de deux atouts primordiaux dans ce secteur : des exploitations aux tailles respectables et une bonne mécanisation. Ces fermes étaient notre fierté : lorsqu'on les longeait en voiture, on était impressionné par leur état ; elles respiraient le travail sérieux et la bonne santé financière. Malheureusement, elles furent bradées comme tout le reste entre les pontes du régime et sa clientèle politique à la fin des années 1980. C'est M. Hamrouche qui fit découvrir le pot aux roses en publiant les noms des bénéficiaires dans la presse.

Depuis, on ne sait plus ce qu'il faut faire de ce secteur. Si le retour aux fermes d'Etat est pratiquement impossible — bien qu'un plan d'urgence pour réduire la facture alimentaire pourrait autoriser une telle démarche révolutionnaire —, il nous semble que les maintenir en l'état est un crime contre la Nation. Sans plan de culture, à mille lieues des préoccupations majeures du secteur, s'embarquant sans retenue dans les cultures spéculatives, ces fermes sont une plaie béante dans le corps endolori d'une agriculture abandonnée et à l'agonie. Les milliards de milliards engloutis par le secteur n'ont servi qu'à améliorer l'ordinaire des bénéficiaires et à accroître leurs parcs automobiles, sans incidence réelle sur la production. Il est temps d'agir.

L'une des possibilités qui s'offrent à l'Etat est de vendre ces terres à des groupements spécialisés qui auraient pour tâche d'améliorer la production dans les cultures clés telles que les céréales et le fourrage pour bétail. Les importations du blé et du lait en poudre sont, en effet, les chapitres les plus insatiables en devises. L'agriculture artisanale doit cesser. Il faut la remplacer par une agriculture moderne, industrialisée, orientée vers la satisfaction des besoins nationaux.

Comme dans beaucoup d'autres secteurs, il ne sert à rien, aujourd'hui, de mettre sur le dos d'un homme mort il y a trente années nos dérives actuelles. Le secteur primaire a besoin d'une nouvelle politique qui doit partir d'un constat très simple : il n'y a plus d'agriculture socialiste depuis belle lurette ; les privés détiennent presque toutes les terres (un petit pourcentage d'exploitations étatiques a été transformé en «fermes pilotes»). Il faut surtout stopper le morcellement des terres, récupérer celles qui ont été offertes aux «copains» et réfléchir à leur gestion moderne et efficiente. Certaines grandes sociétés privées, algériennes ou étrangères, ont fait part de leur désir d'acquérir ces terres pour développer des cultures (qu'elles importent actuellement) destinées à leurs unités de production. Ce serait une voie, car il n'y a pas pire image que celle que nous voyons aujourd'hui dans nos champs où des milliers de gosses, au bord de l'esclavagisme, suent sous un soleil de plomb pour quelques dinars ! Où es-tu Boumediene ?

M. F.

- Des centaines de lettres d'hommage à Boumediene me sont parvenues. Je les garde pour une exploitation ultérieure. Merci à ceux qui ne hurlent pas avec les loups.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

TOUT VA BIEN OU RABBI YESTAR !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

«El Tarf. Des femmes barrent la route au wali.»

Le veinard !

Il est gentil Boukerzaza ! Sans se démonter, sans trébucher sur les mots, le porte-parole du gouvernement a répondu aux journalistes qui l'interrogeaient sur les retards dans l'exécution du programme de Abdekka : «Tout va bien ! » Y aurait eu un orchestre dans les parages, il lui aurait ordonné d'exécuter sur place «la marche triomphale». Je ne sais pas où Boukerzaza est allé chercher ce «tout va bien» ? Dans quel film pas encore tourné il l'a croisé ? Dans quel livre pas encore écrit il l'a lu ? Mais j'ai l'impression qu'il est bien le seul à diagnostiquer un aussi tonitruant «tout va bien» pour un programme malade, grabataire, en phase de choisir entre l'accompagnement médicalisé en douceur ou l'euthanasie brutale et immédiate. Il devrait y avoir des instances habilitées à sanctionner un responsable, quel qu'il soit, qui prononcerait cette sentence, «tout va bien», à propos du quotidien des Algériennes et des Algériens. Il faut militer pour intégrer dans le code pénal le délit de «tout va bien». Les juges devraient être instruits pour punir avec la plus extrême sévérité la ou les personnes qui lanceraient à la face de désespérés cette mention assassine et sadique, «tout va bien ! ». Ben, non M'sieur le porte-parole du gouvernement ! Dans leur monde à eux — et dont visiblement vous ne portez pas la parole — les citoyens n'ont, eux, qu'une seule sentence dans la bouche : «Tout va mal !» Alors ? Par quel phénomène bizarre vous et la poignée de dirigeants dont vous portez la parole affirmez que «tout va bien» alors que 35 millions d'individus moins vous jurent que «tout va mal» ? Y a forcément l'une des deux parties qui ment ou, du moins, qui délire grave. Laquelle ? Le petit groupe ? Ou les 35 millions restants ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.